

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1842

[S - C - 2001/29246]

14 JUIN 2001. — Décret relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle l'intervention de la Communauté française en matière d'investissements immobiliers dans le cadre d'un programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécial et de l'enseignement secondaire ordinaire, spécial et de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française

Art. 2. Les travaux qui répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu de l'article 2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française sont seuls pris en compte dans le cadre du présent décret.

Art. 3. Les travaux de première nécessité relatifs à des bâtiments qui ne justifient pas, au moment de l'introduction des demandes, l'application de l'article 24, § 2, alinéa 6, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement rencontrent dans cet ordre les priorités suivantes :

1° résolution des situations liées à l'état physique des bâtiments et susceptibles de compromettre la sécurité et/ou d'occasionner des dégradations majeures;

2° mise en conformité avec les réglementations relatives à l'asbeste, l'askarel et l'épuration des eaux;

3° résolution de situations préoccupantes liées à l'insuffisance ou à l'inadaptation d'installations sanitaires et de chauffage et à la vétusté excessive de dispositifs d'isolation thermique;

4° amélioration de l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application de ces priorités.

Art. 4. Un pouvoir organisateur ou une société publique d'administration des bâtiments scolaires ne peut recourir à l'intervention financière du programme de travaux de première nécessité que pour un bien immobilier dont il est propriétaire ou sur lequel il a un droit réel lui garantissant la jouissance du bien pendant trente ans au moins à dater du dépôt de la demande de subsidiation dans le cadre du présent décret.

Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction des demandes d'intervention.

Art. 5. Des crédits pour un montant global de 1,2 milliard de francs belges, soit 29 747 222,97 euros, sont affectés au programme de travaux de première nécessité, répartis sur les exercices budgétaires 2001, 2002, 2003 et 2004.

Ce montant est réparti entre les écoles de l'enseignement organisé par la Communauté française, les écoles de l'enseignement officiel subventionné, les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel. Le Gouvernement détermine les modalités de cette répartition.

Art. 6. L'intervention financière de la Communauté française dans le cadre du programme de travaux de première nécessité est fixée par implantation :

1° à 70 % du montant de l'investissement dans les établissements de l'enseignement fondamental, avec un maximum de 1,75 million de francs, soit 43 381,37 euros et un montant total de l'investissement d'un maximum de 2,5 millions de francs, soit 61 973,38 euros;

2° à 60 % du montant de l'investissement dans les établissements de l'enseignement secondaire, avec un maximum de 1,5 million de francs, soit 37 184,03 euros et un montant total de l'investissement d'un maximum de 2,5 millions de francs, soit 61 973,38 euros.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les implantations bénéficiaires de discriminations positives en vertu du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, l'intervention financière de la Communauté française dans le cadre du programme de travaux de première nécessité est fixée :

1° à 80 % du montant de l'investissement dans les établissements de l'enseignement fondamental, avec un maximum de 2,8 millions de francs, soit 69 410,19 euros et un montant total de l'investissement d'un maximum de 3,5 millions de francs, soit 86 762,73 euros;

2° à 70 % du montant de l'investissement dans les établissements de l'enseignement secondaire, avec un maximum de 2,45 millions de francs, soit 60 733,91 euros et un montant total de l'investissement d'un maximum de 3,5 millions de francs, soit 86 762,73 euros.

Le solde du montant des travaux de première nécessité est à charge du pouvoir organisateur ou de la société publique d'administration des bâtiments scolaires et fait le cas échéant l'objet d'un traitement prioritaire par le Service général de l'administration de l'infrastructure compétent.

Art. 7. Il est créé une Cellule du programme de travaux de première nécessité, ci-après dénommée la Cellule.

Art. 8. La Cellule est composée :

1° d'un fonctionnaire du Ministère de la Communauté française, qui exerce la fonction de président de la Cellule, et de son suppléant, également fonctionnaire du Ministère de la Communauté française, désignés par le Gouvernement;

2° d'un membre effectif et d'un membre suppléant par organe de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs reconnu en application de l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, nommés par le Gouvernement sur proposition de chacun desdits organes;

3° d'un représentant de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné par le Gouvernement sur proposition des ministres en charge de l'enseignement obligatoire.

Ces divers membres siègent avec voix délibérative.

La Cellule comporte également un agent par Service général de l'Infrastructure et son suppléant, qui siège avec voix consultative.

La Cellule comporte en outre deux délégués du Gouvernement, qui ont pour mission de vérifier que les avis de la Cellule sont bien émis dans le respect des dispositions contenues dans le présent décret. Ils siègent à titre d'observateurs.

Le Gouvernement nomme ses deux délégués, l'un sur présentation du membre du Gouvernement compétent en matière de Budget, l'autre sur présentation du membre du Gouvernement comptant le Programme de travaux de première nécessité parmi ses compétences.

Ceux-ci peuvent obtenir communication de tout document utile pour l'exercice de leur mission et reçoivent copie de la décision du Gouvernement dans le mois.

Le mandat des membres effectifs, des membres suppléants et des délégués du Gouvernement est gratuit.

Art. 9. La Cellule a pour missions :

1° de rendre un avis quant à la conformité des dossiers de demande d'intervention, à l'adéquation de ceux-ci aux priorités définies à l'article 3 et à l'opportunité des travaux de première nécessité proposés;

2° de veiller au respect des règles de répartition des moyens telles que définies à l'article 5.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles les priorités sont prises en compte chaque année en fonction des moments d'examen des demandes d'intervention. A chaque moment d'examen, l'ordre des priorités défini à l'article 3 est respecté. Afin que la Cellule remplisse les missions qui lui sont dévolues en vertu de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement met à sa disposition des agents de ses services.

Art. 10. § 1^{er}. La Cellule est convoquée par le président. La convocation contient l'ordre du jour. Le président préside la séance.

La Cellule fixe son règlement d'ordre intérieur, lequel précise notamment les modalités de convocation. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

La Cellule se réunit au moins une fois par mois. La Cellule ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

Les membres suppléants ne siègent qu'en l'absence des membres effectifs.

En cas de parité des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

§ 2. Le Gouvernement décide, sur base de l'avis émis par la Cellule, de l'intervention financière de la Communauté française. Il en précise les modalités.

Art. 11. § 1^{er}. Un bâtiment ou une partie de bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme de travaux de première nécessité est affecté à un usage scolaire pendant une période de trente ans prenant cours à partir de la date de liquidation de la totalité de la subvention visée à l'article 6.

§ 2. En cas d'affectation à un usage autre que scolaire, en cas de vente ou de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment ou de la partie du bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme de travaux de première nécessité pendant la période de trente ans prenant cours à partir de la date de liquidation de la totalité de la subvention visée à l'article 6, la Communauté française se fait rembourser par ce pouvoir organisateur son intervention financière, augmentée des intérêts légaux :

1° en totalité durant les vingt et une premières années;

2° en réduisant la somme de 10 % par année de la vingt-deuxième à la trentième année incluses.

Pour obtenir le remboursement des montants prévus à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2, la Communauté française peut avoir recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

1° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupait l'immeuble;

2° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur;

3° recouvrement par l'administration de l'enregistrement et des Domaines sur le patrimoine du pouvoir organisateur ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas en cas de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment ou de la partie de bâtiment ayant fait l'objet d'une subsideation dans le cadre du présent décret à un tiers qui continue à l'affecter à un enseignement organisé ou subsidié par la Communauté française.

§ 3. En cas d'aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme de travaux de première nécessité, tout pouvoir organisateur ou toute société publique d'administration des bâtiments scolaires peut acquérir ledit bâtiment, soit à la valeur fixée par les parties, soit, pour une société publique d'administration des bâtiments scolaires, au maximum à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement. Cette possibilité ne peut s'exercer que pour maintenir une affectation scolaire au bâtiment aliéné.

Un pouvoir organisateur ou une société publique d'administration des bâtiments scolaires qui envisage de mettre en vente ou de céder un bâtiment scolaire ayant fait l'objet d'une subsideation dans le cadre du présent décret est tenu d'en informer préalablement le Gouvernement, qui en accuse réception.

Si, dans une période de trois mois prenant cours à dater de la réception visée à l'alinéa 2, aucun pouvoir organisateur ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée ne s'est porté acquéreur du bâtiment concerné, le propriétaire du bien peut le céder au plus offrant.

Art. 12. Le Gouvernement fait annuellement rapport au Conseil de la Communauté française avant le 31 mars sur l'utilisation au cours de l'exercice écoulé des moyens budgétaires affectés aux travaux de première nécessité.

Art. 13. Le décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française est abrogé à une date à fixer par le Gouvernement, lorsque sous les crédits visés ont été engagés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 14 juin 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 164-1. — Amendements de commission, n° 164-2. — Rapport, n° 164-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 juin 2001.

—
VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1842

[C — 2001/29246]

14 JUNI 2001. — Decreet betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basisonderwijs en van het gewoon en bijzonder secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de vastgoedinvesteringen in het kader van een programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en bijzonder basisonderwijs en van het gewoon en bijzonder secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. In dit decreet wordt enkel rekening gehouden met de werken die beantwoorden aan de fysieke en financiële normen uitgevaardigd krachtens artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De dringende werken aan gebouwen die, bij de indiening van de aanvragen, de toepassing van artikel 24, § 2, zesde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving niet rechtvaardigen, beantwoorden aan onderstaande prioriteiten in deze volgorde :

1° het verhelpen van de materiële toestand waarin de gebouwen verkeren en die de veiligheid in het gedrang kunnen brengen en/of aanzienlijke schade kunnen berokkenen;

2° het in overeenstemming brengen met de regelgevingen inzake asbest, askarel en waterzuivering;

3° het verhelpen van zorgwekkende toestanden voortvloeiend uit een gebrekkige of onaangepastheid van de sanitaire voorzieningen en van de verwarming en uit een te grote slijtage van de thermische isolatiematerialen;

4° het verbeteren van de toegang tot de gebouwen voor gehandicapten.

De regering bepaalt de toepassingswijzen voor deze prioriteiten.

Art. 4. Een inrichtende macht of een openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen kan enkel aanspraak maken op een financiële tegemoetkoming van het programma voor dringende werken voor een onroerend goed waarvan zij eigenaar is of waarop hij een zakelijk recht heeft dat hem het genot over het goed verschaft gedurende minstens dertig jaar, te rekenen vanaf de indiening van de subsidiëringsaanvraag in het raam van dit decreet.

De regering bepaalt de wijzen voor de indiening van de aanvragen om tegemoetkoming.

Art. 5. Er worden kredieten voor een totaal bedrag van 1,2 miljard BEF, hetzij 29 747 222,97 euro, aangewend voor het programma voor de meest dringende werken, gespreid over de begrotingsjaren 2001, 2002, 2003 en 2004.

Dit bedrag wordt verdeeld onder de scholen van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, de scholen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, de scholen van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs en de scholen van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs. De regering bepaalt de wijzen van deze verdeling.

Art. 6. De financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in het raam van het programma voor dringende werken is per vestiging vastgelegd :

1° op 70 % van het investeringsbedrag in de gebouwen van het basisonderwijs, met een maximum van 1,75 miljoen BEF, hetzij 43 381,37 euro en een totaal investeringsbedrag van maximum 2,5 miljoen BEF, hetzij 61 973,38 euro;

2° op 60 % van het investeringsbedrag in de gebouwen van het secundair onderwijs, met een maximum van 1,5 miljoen BEF, hetzij 37 184,03 euro en een totaal investeringsbedrag van maximum 2,5 miljoen BEF, hetzij 61 973,38 euro.

In afwijking van het eerste lid is de financiële tegemoetkoming, voor de vestigingen die positieve discriminatiemaatregelen genieten krachtens het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, in het kader van het programma van de meest dringende werken vastgelegd :

1° op 80 % van het investeringsbedrag in de gebouwen van het basisonderwijs, met een maximum van 2,8 miljoen BEF, hetzij 69 410,19 euro en een totaal investeringsbedrag van maximum 3,5 miljoen BEF, hetzij 86 762,73 euro;

2° op 70 % van het investeringsbedrag in de gebouwen van het secundair onderwijs, met een maximum van 2,45 miljoen BEF, hetzij 60 733,91 euro en een totaal investeringsbedrag van maximum 3,5 miljoen BEF, hetzij 86 762,73 euro.

Het saldo van het bedrag voor dringende werken is voor rekening van de inrichtende macht of van de openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen en wordt desgevallend prioritair behandeld door de bevoegde Algemene Dienst van het bestuur voor infrastructuur.

Art. 7. Er wordt een Cel voor de programmatie van de dringende werken opgericht, hierna de Cel genoemd.

Art. 8. Deze Cel is samengesteld :

1° uit een ambtenaar van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die er het voorzitterschap van uitoefent, en van zijn plaatsvervanger, eveneens een ambtenaar van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, aangeduid door de Regering;

2° uit een werkend en plaatsvervangend lid per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten die zijn erkend met toepassing van artikel 74 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, aangeduid door de Regering op voordracht van elkeen van deze organen;

3° uit een vertegenwoordiger van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, aangeduid door de Regering op voordracht van de ministers bevoegd voor het verplicht onderwijs.

Deze verschillende leden zijn stemgerechtigd.

De Cel telt ook een ambtenaar per Algemene Dienst voor de Infrastructuur en diens plaatsvervanger, die adviserende stem heeft.

Daarnaast bestaat de Cel ook nog twee Regeringsafgevaardigden die erop toezien dat de adviezen van de Cel uitgebracht worden in naleving van de bepalingen in dit decreet. Deze afgevaardigden zetelen als waarnemers.

De Regering duidt deze twee afgevaardigden aan, een op voordracht van het regeringslid bevoegd voor Begroting, de andere op voordracht van het regeringslid bevoegd voor het Programma voor dringende werken.

Deze afgevaardigden hebben inzage in elk document dat pertinent is voor de uitoefening van hun opdracht en ontvangen een afschrift van de regeringsbeslissing binnen de maand.

Het mandaat van de werkende leden, de plaatsvervangers en de regeringsafgevaardigden is onbezoldigd.

Art. 9. De Cel heeft als opdracht :

1° advies uit te brengen over de overeenstemming van de dossiers m.b.t. een aanvraag om tegemoetkoming, over de vraag of deze afgestemd zijn op de prioriteiten bedoeld in artikel 3 en over de wenselijkheid van de voorgestelde dringende werken;

2° toe te zien op de naleving van de regels voor de verdeling van de middelen, zoals bepaald in artikel 5.

De Regering legt de wijzen vast waarop deze prioriteiten jaarlijks vastgelegd worden op basis van de behandelingsperioden van de aanvragen om tegemoetkoming. De in artikel 3 bepaalde volgorde van de prioriteiten wordt, bij elke behandelingsperiode, geëerbiedigd. De Regering stelt ambtenaren van haar diensten ter beschikking, zodat de Cel de haar krachtens het eerste lid toegekende opdrachten kan vervullen.

Art. 10. § 1. De Cel wordt samengeroepen door de voorzitter. De oproeping vermeldt de agenda. De voorzitter zit de vergadering voor.

De Cel stelt een huishoudelijk reglement op, waarin onder meer de wijze bepaald wordt voor de oproepingen. De Franse Gemeenschapsregering keurt dit huishoudelijk reglement goed. De Cel vergadert minstens eenmaal per maand. De Cel kan slechts geldig beraadslagen als de helft der leden aanwezig is. Beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden.

De plaatsvervangers zetelen enkel bij afwezigheid van de werkende leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

§ 2. De regering beslist, op basis van het advies van de Cel, over de financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap. Zij verduidelijkt de wijzen hiervoor.

Art. 11. § 1. Een gebouw of een deel ervan dat een tegemoetkoming heeft gekregen van het programma der dringende werken is bestemd voor schoolactiviteiten gedurende een periode van dertig jaar, te rekenen vanaf het tijdstip van de volledige uitbetaling van de in artikel 6 bedoelde subsidie.

§ 2. In geval van een andere bestemming, van verkoop of van afstand van het zakelijk recht dat de inrichtende macht het genot verschaft van het gebouw of van een deel van het gebouw dat een tegemoetkoming heeft bekomen in het raam van het programma der dringende werken gedurende de dertigjarige periode die aanvangt op de dag dat de in artikel 6 bedoelde subsidie volledig uitbetaald wordt, laat de Franse Gemeenschap de inrichtende macht deze financiële tegemoetkoming terugbetalen, vermeerderd met wettelijke interesten,

1° in zijn totaliteit gedurende de eerste eenentwintig jaren;

2° de som min 10 %, vanaf het tweeëntwintigste tot en met het dertigste jaar.

Om de in het eerste en tweede lid bedoelde bedragen terug te krijgen, mag de Regering de volgende operaties verrichten in de aangegeven volgorde :

1° afhoudingen op de werkingstoelagen die verschuldigd zijn aan de school die het gebouw innam;

2° afhoudingen op de werkingstoelagen die verschuldigd zijn aan de andere scholen die afhangen van dezelfde inrichtende macht;

3° het heffen, door het bestuur der Registratie en Domeinen, op het vermogen van de inrichtende macht of van de betrokken openbare bestuursmaatschappij der schoolgebouwen.

De bepalingen in het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing bij afstand van het zakelijk recht dat de inrichtende macht het genot verschaft van het gebouw of een deel ervan waarbij krachtens dit decreet een toelage werd verleend aan een derde die dit blijft gebruiken voor onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 3. Bij vervreemding van een gebouw dat een tegemoetkoming heeft bekomen in het raam van het programma voor dringende werken kan iedere inrichtende macht of iedere openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen dit gebouw aankopen, hetzij tegen de prijs die is vastgesteld door de partijen, hetzij, voor een openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen, tegen de maximumwaarde bepaald door het Aankoopcomité of door de ontvanger der registratie. Dit is wel enkel mogelijk om de schoolbestemming van het vervreemde gebouw te behouden.

Een inrichtende macht of een openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen die overweegt om een schoolgebouw, dat in het raam van dit decreet is gesubsidieerd, te koop aan te bieden of af te staan, moet dit eerst ter kennis brengen van de Regering die hiervan de goede ontvangst meldt.

Indien, binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de in het tweede lid bedoelde ontvangst, geen enkele inrichtende macht of betrokken openbare bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen, het betrokken gebouw heeft aangekocht, mag de eigenaar het goed verkopen aan de meest biedende.

Art. 12. De Regering brengt jaarlijks vóór 31 maart verslag uit bij de Raad van de Franse Gemeenschap over de aanwending, tijdens het verstreken begrotingsjaar, van de begrotingsmiddelen voor dringende werken.

Art. 13. Het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs wordt opgeheven op een door de Regering nog nader te bepalen datum, eens alle bedoelde kredieten werden aangewend.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 14 juni 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de 'ONE',

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 164-1. — Amendementen in de commissie, nr. 164-2. — Verslag, nr. 164-3.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 12 juni 2001.



F. 2001 — 1843

[S - C - 2001/29261]

14 JUNI 2001. — Décret visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement fondamental et secondaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française, accueillant des élèves primo-arrivants.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Elèves primo-arrivants : ceux qui réunissent les conditions suivantes :

a) être âgé de 2 ans et demi au moins et de moins de 18 ans;

b) soit avoir introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'être vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

soit être mineur accompagnant une personne ayant introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou s'étant vu reconnaître la qualité de réfugié conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

soit avoir introduit une demande de reconnaissance de la qualité d'apatride ou être, reconnu comme apatride;

soit être ressortissant d'un pays considéré comme pays en voie de développement tel que mentionné à l'article 2 de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge ou d'un pays en transition aidé officiellement par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique;

c) être arrivé sur le territoire national depuis moins d'un an.

Le Gouvernement peut ajouter, pour une période déterminée, d'autres pays à la liste des pays en voie de développement visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, b), lorsqu'il estime que ces pays connaissent une situation de crise grave.

2° Classe-passerelle : structure d'enseignement visant à assurer l'accueil, l'orientation et l'insertion optimale de l'élève primo-arrivant dans l'enseignement fondamental ou secondaire.

CHAPITRE II. — *De la classe-passerelle*

Art. 3. Les élèves primo-arrivants sont inscrits dans une classe-passerelle, soit à la demande ou avec l'accord de ceux qui exercent en droit ou en fait l'autorité parentale à leur égard, soit à leur demande ou avec leur accord, s'ils sont non accompagnés.

La durée du passage en classe-passerelle est comprise entre une semaine et six mois. Cette durée peut être portée à un an maximum, sur décision du conseil d'intégration visé à l'article 10. L'élève inscrit dans une classe-passerelle qui ne remplit plus les conditions fixées à l'article 2 peut conserver le bénéfice de la classe-passerelle.

Les élèves inscrits dans une classe-passerelle peuvent suivre tout ou partie de leur horaire avec des élèves inscrits dans des classes ordinaires de l'école ou de l'établissement ou d'autres écoles et établissements.